La réforme du CESE, c'est pour bientôt !

SÉANCES PUBLIQUES PUBLIÉE LE 10/03/2020

Depuis octobre dernier, le CESE organise la Convention Citoyenne pour le Climat. Ces conventions ont vocation à se renouveler au Conseil. Cette démarche s'inscrit dans la continuité d'autres initiatives d'**inclusion de la parole citoyenne** dans les travaux de la 3ème Assemblée de la République. En effet, depuis 3 ans, le Conseil réaffirme sa vocation à **écouter, recueillir, capter, traiter, utiliser, restituer dans des formes adaptées et utiles** à la décision publique cette parole citoyenne, en ayant recours à plusieurs outils : **pétitions, tirages au sort, consultations...**

Retour sur ces initiatives en vidéo :

L'inclusion de la parole citoyenne dans les avis du CESE



Dans son avis **« Fractures et transitions : réconcilier la France »**, contribution au Grand débat national, adopté en mars 2019, le CESE avait expérimenté l'ouverture au sort citoyen, **avec la participation de 28 citoyens à ses travaux**.

Retrouvez les préconisations du CESE sur ce sujet.

Les travaux menés par la commission temporaire pour cet avis ont souligné le phénomène de *« panne »* de l'ascenseur social et confirmé l'existence de fractures générationnelles.
Le CESE a lancé début février la démarche de co-construction du projet d'avis **« Générations nouvelles : quelles promesses pour quel avenir? »**, rapporté par Danielle Dubrac et Djamal Teskouk. **30 citoyens tirés au sort travaillent aux côtés des membres de la commission temporaire**, présidée par Bernard Tranchand.

Un projet de réforme de l'institution annoncé par le Président de la République en avril

En avril 2019, le Président de la République a annoncé, dans le cadre de sa conférence de presse à l'issue du Grand débat national, **une réforme du Conseil économique, social et environnemental**, avec **l'introduction de citoyens tirés au sort** aux côtés de l'ensemble de la société civile représentée au CESE et la reprise de l'ensemble des compétences de consultation en amont des projets de loi.
Le Président du Conseil économique, social et environnemental, Patrick Bernasconi, a alors salué ce projet de réforme de l'institution, qui devrait porter le nom de ***« Conseil de la participation citoyenne »***.

« La réforme annoncée par le Président de la République est l'aboutissement du projet de transformation de l'institution mené sous la mandature actuelle, grâce à la mobilisation de l'ensemble des conseillers », a-t-il rappelé.

© - copyright CESE - Octobre 2026